

**MARCHÉ PUBLIC**  
**MARCHÉ DE TRAVAUX**

# Travaux de création et de restructuration de deux laboratoires de recherche pour l'IBENS situé au 46 rue d'Ulm.

2024-008

**Vendredi 31 mai 2024 à 12 heures**

Procédure adaptée ouverte  
(Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures  
formalisées - Code de la commande publique)

## ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

### ■ Acheteur :

#### **Ecole normale supérieure - PSL**

Service projets immobiliers et maîtrise d'ouvrage

Représentant : Monsieur le Directeur de l'Ecole normale supérieure - PSL

Adresse : 45 rue d'Ulm

75230 Paris cedex 05

### ■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

Travaux de création et de restructuration de deux laboratoires de recherche pour l'IBENS situé au 46 rue d'Ulm.

L'Ecole Normale Supérieure - PSL est un établissement avec une activité d'enseignement, de recherche et d'hébergement.

Le site où se situeront les travaux est occupé de manière continue et permanente.

Tous les travaux au sein des locaux de l'Ecole sont entrepris dans une logique de préservation d'une activité normale, de cohabitation et communication avec les usagers.

Le bâtiment IBENS a été construit dans la fin des années 1960.

La surface concernée par la création et rénovation est d'environ 160 m<sup>2</sup>, elle se situe au 1er étage du site de l'ENS Paris au 46 rue d'Ulm – 75005 Paris.

Le projet regroupe, au sein de cette même opération, la restructuration de plusieurs laboratoires de recherche dont une partie devenant un laboratoire de type L2 :

- La restructuration du laboratoire de recherche de l'équipe LENA POPA pour une surface d'environ 111m<sup>2</sup> - Ci-après dénommé « Laboratoire LENA POPA » ;
- La restructuration du laboratoire de recherche de l'équipe CHARRIER pour une surface d'environ 50m<sup>2</sup> avec création d'un laboratoire de recherche de type L2 – Ci-après dénommé « Laboratoire CHARRIER ».

Les travaux de réhabilitation de l'enveloppe extérieure du bâtiment de l'ENS-PSL sur ce niveau R+1 ne sont pas inclus dans le périmètre des travaux à exécuter (ravalement, changement/révision des menuiseries extérieures, étanchéité des toitures terrasses périphériques).

Ce projet est alloté en 9 lots.

La présente consultation ne concerne que les lots 2 à 9.

Le lot n°1 démolition/Dépose est assuré dans le cadre d'une procédure interne.

### ■ Caractéristiques principales du contrat :

Objet du contrat	Travaux de création et de restructuration de deux laboratoires de recherche pour l'IBENS situé au 46 rue d'Ulm.
Acheteur	Ecole normale supérieure - PSL
Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
Structure	9 lots
Lieu d'exécution	46 rue d'Ulm, 75005 Paris
Délai	Durée marché 8 mois, délai d'exécution 4 mois ferme hors période de préparation
Développement durable	Clause environnementale ( voir CCAP)
Pénalités de retard	Article 8 du CCAP

Fermes actualisables, formule (Article 5 du CCAP)

Prix forfaitaires

■ **Allotissement et structure de la consultation :**

Ce projet est alloté en 9 lots.

La présente consultation ne concerne que les lots 2 à 9.

Le lot n°1 démolition/Dépose est assuré dans le cadre d'une procédure interne.

Type	Objet, délai	
Lot	Lot n°2 : <i>Panneaux de salle propre</i> (CPV 45421152-4 : Installation de cloisons)	
Lot	Lot n°3 : <i>Cloisons sèches-Plâtreries-Plafonds suspendus</i> (CPV 45432400: Travaux de pose plaques de plâtre) (CPV 45421152-4 : Installation de cloisons)	
Lot	Lot n°4 : <i>Menuiseries intérieures et mobiliers de bureaux</i> (CPV 45421000-4 : Travaux de menuiserie)	
Lot	Lot n°5 : <i>Peintures-Revêtements des sols souples et coulés</i> (CPV 45442100-8 : Travaux de peinture (CPV 45432111-5 : Travaux de pose de revêtements de sols souples)	
Lot	Lot n°6 : <i>Électricité courant fort/courant faible</i> (CPV 45311200: Travaux d'installations électriques CPV 45311000-0 : Travaux de câblage et d'installations électriques)	
Lot	Lot n°7 : <i>Heating, ventilation and air-conditioning (HVAC)</i> (CPV 45331000-6 : Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation)	
	Tranche	Tranche ferme : <i>La tranche ferme concerne l'ensemble du projet sauf l'article 16.7 "Mur acoustique (périphérique terrasse)"</i>
	Tranche	Tranche optionnelle n°1 : <i>Mur acoustique ( périphérique terrasse) article 16.7 du CCTP Lot 7</i>
Lot	Lot n°8 : <i>Fluides</i> (CPV 45232430-5 : Travaux de traitement de l'eau)	
Lot	Lot n°9 : <i>Mobiliers de laboratoires – paillasse / étagères + Bras d'aspiration orientable articulé (BOA)</i> (CPV 45450000 : Autres travaux de parachèvement de bâtiment (CPV 39181000-4 : Paillasse de laboratoire) (CPV 39181000-4 : Mobiliers de laboratoire)	

**Définitions :**

Lot                    Unité autonome d'attribution du contrat à l'intérieur d'une consultation

Tranche            La tranche ferme est exécutée de manière certaine, les tranches optionnelles sont affermies ou non en cours d'exécution

Le choix d'affermir ou non la tranche optionnelle sera décidée par le Maître d'ouvrage de l'ENS, conformément aux dispositions de l'article R.2113.6 du Code de la commande publique. Le délai maximal d'affermissement de la tranche optionnelle est fixé à **6 mois** à compter de la notification du marché. La décision de non affermissement de la tranche optionnelle n'ouvrira pas droit à indemnités pour le titulaire.

Chaque lot fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Le candidat qui soumissionne à plusieurs lots doit constituer :

- un dossier pour les pièces de la candidature
- un dossier « offre » spécifique pour chaque lot concerné.

Les prescriptions techniques sont dans les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et les prescriptions administratives dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Générales (CCG). Le candidat doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces du marché et ne saurait arguer d'une quelconque méconnaissance de ces pièces.

Toutes les marques citées dans les documents de la consultation notamment dans les CCTP et DPGF s'entendent comme « modèle / marque visée ou équivalent ».

#### ■ **Durée globale du contrat :**

La durée globale du marché est de 8 mois, y compris préparation, à compter de la notification du marché au titulaire.

#### ■ **Délais d'exécution :**

Par dérogation à l'article 18 du CCAG-Travaux, Un ordre de service précisera la date à laquelle démarre la période des travaux.

A titre indicatif et non contractuel, hors période de préparation, l'exécution des travaux est prévue à compter de septembre 2024

Délai global d'exécution des travaux est de 5 mois ferme.

#### ■ **Période de préparation :**

Le contrat prévoit une période de préparation de **1 mois** (par dérogation à l'article 28.1 du CCAG) à compter d'un ordre de service.

Ce délai n'est pas inclus dans le délai d'exécution (par dérogation à l'article 28.1 du CCAG).

A titre indicatif et non contractuel, le démarrage de la période de préparation est prévu au mois de juillet 2024.

Un ordre de service précisera la date à laquelle démarre la période de préparation.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier sont compris dans la période d'exécution des travaux.

Le titulaire du lot devra dans cette période de préparation tous les documents/pièces mentionnés dans le CCTP/CCG par le Maître d'œuvre et le maître d'ouvrage dans cette phase de préparation.

## 1. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

### ■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

### ■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

Dossiers composant le DCE	Fichiers composant les dossiers	Mise à disposition des documents
<b>01 Dossier administratif</b>	Règlement de la consultation Formulaire de demande des pièces graphiques Mémo « visite de site » Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) Cahier des clauses générales (CCG) Formulaire DC1 Formulaire DC2 Formulaire « contacts »	Disponibles sur la plateforme PLACE
<b>02 Pièces graphiques / Plans</b>	Carnet des fiches locaux Tableau des surfaces Plans d'implantation Coupes de principe Démarche architecturale Plan zoning plafond Plans CFO/CFA Plan éclairage Principe de distribution HT BT Bilan de puissance Plans HVAC Note de calcul HVAC Plan fluides Notice-préconisation CSSI Schéma départ TGBT DWG distribution électrique	<b>NON disponibles sur la plateforme PLACE.</b>  <b>A demander en adressant une question</b> (accompagnée du formulaire de demande de transmission des documents) <b>via la messagerie de la plateforme PLACE, au plus tard 8 jours francs avant la date de remise des offres.</b>  <i>Il est rappelé que pour pouvoir poser des questions sur la Plateforme PLACE et recevoir les réponses, il faut disposer d'un compte et ne pas être en anonymat.</i>
<b>03 Rapport initial de contrôle technique (RICT)</b>	Rapport initial de contrôle technique - PRO-DCE	Disponible sur la plateforme PLACE
<b>04 Diagnostics *</b>	Diagnostics CVC – PDF Diagnostics DAAT Diagnostics PLOMB	<b>NON disponibles sur la plateforme PLACE.</b>  <b>A demander en adressant une question</b> (accompagnée du formulaire de demande de transmission des documents) <b>via la messagerie de la plateforme PLACE, au plus tard 8 jours francs avant la date de remise des offres.</b>  <i>Il est rappelé que pour pouvoir poser des questions sur la Plateforme PLACE et recevoir les réponses, il faut disposer d'un compte et ne pas être en anonymat.</i>
<b>05 Plan général coordination SPS</b>	Plan général coordination de sécurité et de la protection de la santé - PGC SPS	Disponible sur la plateforme PLACE
<b>06 Limites de prestations</b>	Limites de prestations	Disponible sur la plateforme PLACE

<b>Dossiers composant le DCE</b>	<b>Fichiers composant les dossiers</b>	<b>Mise à disposition des documents</b>
<b>07 Nomenclature des portes</b>	Nomenclature des portes	Disponible sur la plateforme PLACE
<b>Lot 2 – Documents spécifiques concernant ce lot</b>	Acte d'engagement Cahier des clauses techniques particulières Décomposition du prix global et forfaitaire	Disponibles sur la plateforme PLACE
<b>Lot 3 – Documents spécifiques concernant ce lot</b>	Acte d'engagement Cahier des clauses techniques particulières Décomposition du prix global et forfaitaire	Disponibles sur la plateforme PLACE
<b>Lot 4 – Documents spécifiques concernant ce lot</b>	Acte d'engagement Cahier des clauses techniques particulières Décomposition du prix global et forfaitaire	Disponibles sur la plateforme PLACE
<b>Lot 5 – Documents spécifiques concernant ce lot</b>	Acte d'engagement Cahier des clauses techniques particulières Décomposition du prix global et forfaitaire	Disponibles sur la plateforme PLACE
<b>Lot 6 – Documents spécifiques concernant ce lot</b>	Acte d'engagement Cahier des clauses techniques particulières Décomposition du prix global et forfaitaire	Disponibles sur la plateforme PLACE
<b>Lot 7 – Documents spécifiques concernant ce lot</b>	Acte d'engagement Cahier des clauses techniques particulières Décomposition du prix global et forfaitaire	Disponibles sur la plateforme PLACE
<b>Lot 8 – Documents spécifiques concernant ce lot</b>	Acte d'engagement Cahier des clauses techniques particulières Décomposition du prix global et forfaitaire	Disponibles sur la plateforme PLACE
<b>Lot 9 – Documents spécifiques concernant ce lot</b>	Acte d'engagement Cahier des clauses techniques particulières Décomposition du prix global et forfaitaire	Disponibles sur la plateforme PLACE

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ **Visite :**

**La visite est obligatoire et concerne les lots 2 à 8.**

Le lot 9 n'est pas concerné par la visite.

**Pour les lots 2 à 8, l'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera éliminée.**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que deux dates de visites sont prévues dans le cadre de cette consultation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'ajouter une date supplémentaire via une communication sur la Plateforme avant la date de remise des offres.

Le candidat doit donc s'organiser pour participer à une des deux dates de visites proposées ci-dessous :

Visites proposées	Laboratoire de recherche 46 rue d'Ulm 75005 PARIS	
	Lieu de rendez-vous : Rez-de chaussée, hall d'entrée au 46 rue d'Ulm	
	<b>Mercredi 24 avril 2024 à 10h00</b>	<b>Vendredi 26 avril 2024 à 10h00</b>
	<b>Mardi 30 avril 2024 à 10 H</b>	
	<b>Mardi 14 mai 2024 à 10H</b>	

Les visites peuvent être particulièrement longues, les candidats doivent donc prévoir le temps nécessaire pour effectuer la visite dans son intégralité.

**Pour participer à ces visites, chaque candidat doit informer l'ENS-PSL de sa participation, au plus tard, avant 14h, la veille du jour de la visite.**

**Pour se faire, le candidat complète le formulaire de visite de site en cliquant sur le lien hypertexte suivant :**

<https://enquetes.ens.psl.eu/index.php/989457?lang=fr>

Le candidat devra se présenter à l'heure de rendez-vous à l'adresse concernée. Les retardataires ne seront pas attendus, les candidats doivent donc veiller à être ponctuels.

Les participants aux visites devront justifier de leur participation en complétant et signant une feuille d'émargement le jour de la visite. Ce document servira lors de l'analyse des offres pour justifier tout rejet fondé sur l'absence de visite.

Il relève donc de la responsabilité de chacun des candidats de s'assurer qu'il ait répondu à cette obligation.

Les candidats disposent d'un « mémo – visite de site » (annexe au présent règlement de la consultation) qui rappelle les modalités de visite.

#### ■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 120 jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

#### ■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

#### ■ **Dispositions complémentaires : Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du lot ou des lots de marché en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

#### ■ **Réponse et groupement :**

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui



constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ **Variantes :**

Les **variantes** ne sont pas autorisées dans le cadre de cette procédure.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les éléments suivants :

Document	Descriptif
<b>Situation juridique</b>	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature</i> <i>Habilitation du mandataire par ses cotraitants</i> <i>(DC1 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration individuelle du candidat ou du membre du groupement</i> <i>(DC2 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i>
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L.5212-11 du Code du travail	
Pouvoir de signature du signataire à engager l'entreprise	
Formulaire de contact avec les coordonnées de l'entreprise	
<b>Capacité économique et financière</b>	
Chiffre d'affaires	<i>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles</i>
<b>Capacité technique et professionnelle : minima exigés</b>	
Moyens humains	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</i>
Moyens techniques	<i>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature</i>

Document	Descriptif
Références travaux	<p><i>Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.</i></p> <p><i>La liste peut être présentée sur papier libre en annexe du formulaire DC2.</i></p>
Certificat de qualifications professionnelles (ou à défaut références remplaçant le certificat de qualification)	<p><i>Qu'il agisse en qualité de titulaire du marché, de cotraitant et/ou de sous-traitant agréé, les travaux décrits dans le C.C.T.P. sont réalisés par un opérateur économique, répondant aux qualifications techniques requises (ou références équivalentes), telles que définies ci-après :</i></p> <p><b><u>Lot 2</u></b></p> <p><i>Le candidat pourra apporter toute preuve de sa compétence au moyen de certificat professionnel (type Qualibat ou équivalent) :</i>  <i>QUALIBAT 411 - plâtrerie à base de poudre et de liants hydrauliques</i>  <i>ou</i>  <i>QUALIBAT 413 - plâtrerie à base de plaques de plâtre</i>  <i>ou</i>  <i>QUALIBAT 711 - calorifugeage</i>  <i>ou</i>  <i>QUALIBAT 913 - agencement de laboratoires</i>  <i>ou des références de chantier démontrant des capacités techniquement équivalentes</i></p> <p><b><u>Lot 7</u></b></p> <p><i>Le candidat pourra apporter toute preuve de sa compétence au moyen de certificat professionnel (type Qualibat ou équivalent) :</i>  <i>QUALIBAT 531 - installations de ventilation et traitement d'air</i>  <i>ou</i>  <i>QUALIBAT 913 - agencement de laboratoires</i>  <i>ou des références de chantier démontrant des capacités techniquement équivalentes</i></p>
Habilitation (au regard de la réglementation « amiante »)	<i>Habilitation en sous-section 4 exigée pour les lots 2 à 8</i>

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, ou ne peut produire pendant le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, **à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.**

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Si le candidat souhaite avoir recours à cette possibilité, il doit l'indiquer clairement dans son dossier de consultation.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
<b>Documents servant à l'analyse des offres</b>	
<b>Acte d'engagement</b>	<p><b>Si le candidat choisit de signer électroniquement le fichier « AE » au moment du dépôt de son offre, il veillera à sélectionner le format « PDF non-verrouillé » pour permettre la contre-signature par l'ENS-PSL.</b></p> <p>Le candidat n'est pas tenu de signer son offre au moment de sa remise.</p> <p>Cependant, le seul dépôt de l'offre, même non signée, vaut engagement de la part du candidat à signer ultérieurement le marché qui lui sera attribué.</p>
<b>Décomposition du prix global et forfaitaire</b>	<p>Le candidat doit transmettre une DPGF par lot.</p>
<b>Mémoire technique</b>	<p><b>Pour les lots 2 à 8 :</b></p> <p>Le mémoire technique devra comporter à minima:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ <b>Planning :</b><ul style="list-style-type: none"><li>○ Fourniture d'un planning détaillé incluant la période de préparation et précisant les moyens affectés aux différentes tâches.</li></ul></li><li>▪ <b>Note descriptive des moyens humains et matériels mis en œuvre pour respecter les délais et la qualité de résultat attendue.</b><ul style="list-style-type: none"><li>○ Références et mode opératoire pour respecter les attentes du maître d'ouvrage.</li><li>○ Organisation du chantier et notamment, proposition d'adaptation des travaux en fonction des contraintes de site</li><li>○ Modalités de mise en œuvre de l'ensemble des matériaux et produits, fiches produits</li></ul></li><li>▪ <b>Note descriptive sur les mesures de sécurité, d'entretien et d'hygiène du chantier</b></li><li>▪ <b>Note descriptive sur les mesures mises en place pour le respect de l'environnement (nuisances sonores, gestion des déchets, choix des matériaux etc...)</b></li><li>▪ <b>Méthodologie d'intervention proposée par le candidat au travers des procédés et moyens d'exécution envisagés pour réaliser lesdits travaux en site occupé</b></li><li>▪ <b>Liste et provenance des matériaux et matériels mis en œuvre (fiches techniques)</b></li></ul> <p><b>Pour le lot 9 :</b></p> <p>Le mémoire technique devra comporter à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ <b>Qualité du matériel (moblier, durabilité, ergonomie, confort d'utilisation, adaptabilité et modularité) et adéquation avec les prescriptions du CCTP</b> – L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il est attendu que l'offre réponde aux normes suivantes (ou équivalents) : FDES, Label A+ vis-à-vis de l'émission du mobilier en contact avec l'air intérieur, Certification FSC PEFC pour les produits bois ou contenant du bois.</li></ul>

Document	Descriptif
<b>Documents servant à l'analyse des offres</b>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Organisation et mise en œuvre de l'exécution des prestations, notamment, planning et du suivi de la commande notamment aux étapes clés et notamment livraison, montage et service après-vente</b></li> <li>▪ <b>Délai de livraison proposé par le candidat dans son offre</b></li> </ul>
<b>Certificat de visite</b>	Attestation de visite remis lors de la visite (cette attestation doit être réclamée par le candidat à la fin de la visite)
<b>Documents servant à finaliser la procédure (dont la transmission est facultative au moment du dépôt de 'offre, mais fortement encouragée pour permettre d'optimiser les délais de traitement de la procédure)</b>	
<b>RIB</b>	Relevé d'identité bancaire (IBAN-BIC)
<b>Attestation d'assurance et risques professionnelles</b>	Attestation d'assurance et risques professionnelles pour la période en cours.
<b>Attestation de régularité fiscale</b>	<p>Une <b>attestation de régularité fiscale</b> (régularité des obligations en matière de TVA et d'impôt sur les sociétés). Le cas échéant, joindre également l'attestation de régularité fiscale de la société-mère du groupe auquel vous êtes rattaché. Pour être valide, le document doit viser une situation datant de moins de 3 mois. <a href="#">Démarches pour l'obtenir</a></p> <p><i>Le candidat est invité à présenter ces pièces lors du dépôt de son offre de préférence ou lors du choix d'attributaire</i></p>
<b>Attestation de régularité sociale</b>	<p>Une attestation de fournitures de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale. Appelée aussi <b>attestation de vigilance</b>, cette dernière est délivrée selon votre situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soit par l'URSSAF : pour être valide, l'attestation doit viser une situation datant de moins de 6 mois. <a href="#">Démarches pour l'obtenir</a></li> <li>- Soit par la MSA : pour être valide, l'attestation doit viser une situation au 31 décembre de l'année précédant la demande. <a href="#">Démarches pour l'obtenir</a></li> </ul> <p><i>Le candidat est invité à présenter ces pièces lors du dépôt de son offre de préférence ou lors du choix d'attributaire</i></p>
<b>Si redressement judiciaire</b>	<p><b>Si l'entreprise est en redressement judiciaire</b>, la <b>copie de du ou des jugements</b> attestant de l'habilitation à poursuivre l'activité sur une période permettant d'exécuter le marché dans sa totalité.</p> <p><i>Le candidat est invité à présenter ces pièces lors du dépôt de son offre de préférence ou lors du choix d'attributaire</i></p>
<b>Procès-verbal (CSE)</b>	<p><b>Si l'entreprise emploie 50 salariés et plus, le procès-verbal de la dernière séance du comité social et économique (CSE)</b> tel que prévu aux articles 1 et 9 de l'ordonnance n°2017-386 du 22/09/2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales, obligatoire depuis le 1er janvier 2020.</p> <p><i>Le candidat est invité à présenter ces pièces lors du dépôt de son offre de préférence ou lors du choix d'attributaire</i></p>

**Présentation des documents :** le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

#### ■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Contact : Plateforme de dématérialisation des marchés PLACE

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

### **Signature électronique de l'offre**

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

### **Signature manuscrite**

L'établissement souhaite que les offres soient signées électroniquement conformément aux dispositions ci-dessus.

Dans l'hypothèse où l'attributaire ne serait pas en mesure de signer électroniquement, l'ENS-PSL se réserve la possibilité d'autoriser la signature manuscrite, en format papier. Dans ce cas, les modalités de remise des documents signés seront précisées lors de la demande de signature.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

### 3. JUGEMENT DES PROPOSITIONS

#### ■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

- Capacités professionnelles
- Capacités techniques
- Capacités financières
- Habilitation en sous-section 4 exigée (au regard de la réglementation « amiante ») pour les lots 2 à 8.

#### ■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants pour les lots **2, 3, 4, 5, 6 et 8** :

Critère et pondération	Descriptif
1. Valeur technique (60 %)	La valeur technique est appréciée au regard du contenu du mémoire technique
- Sous critère 1 (10 pts)	Moyens humains et matériels mis en œuvre pour l'exécution du présent marché
- Sous critère 2 (20 pts)	Méthodologie d'intervention proposée par le candidat au travers des procédés et moyens d'exécution envisagés pour réaliser lesdits travaux en site occupé
- Sous critère 3 (20 pts)	Liste et provenance des matériaux et matériels mis en œuvre (fiches techniques)
- Sous critère 4 (10 pts)	Pertinence des délais d'exécution proposés au regard des contraintes de l'opération (travaux en site occupé, organisation du candidat...)
2. Prix (40 %)	

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants pour le **lot 7** :

Critère et pondération	Descriptif
1. Valeur technique (60 %)	La valeur technique est appréciée au regard du contenu du mémoire technique
- Sous critère 1 (10 pts)	Moyens humains et matériels mis en œuvre pour l'exécution du présent marché
- Sous critère 2 (20 pts)	Méthodologie d'intervention proposée par le candidat au travers des procédés et moyens d'exécution envisagés pour réaliser lesdits travaux en site occupé
- Sous critère 3 (20 pts)	Liste et provenance des matériaux et matériels mis en œuvre (fiches techniques)
- Sous critère 4 (10 pts)	Pertinence des délais d'exécution proposés au regard des contraintes de l'opération (travaux en site occupé,

Critère et pondération	Descriptif
	organisation du candidat...)
2. Prix (40 %)	
- Sous critère 1 (35 pts)	Prix de la tranche ferme
- Sous critère 2 (5 pts)	Prix de la tranche optionnelle

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants pour le **lot 9** :

Critère et pondération	Descriptif
1. Valeur technique (60 %)	La valeur technique est appréciée au regard du contenu du mémoire technique
- Sous critère 1 (20 pts)	Qualité du matériel ( mobilier, durabilité, ergonomie, confort d'utilisation, adaptabilité et modularité) et adéquation avec les prescriptions du CCTP
- Sous critère 2 (20 pts)	Organisation et mise en œuvre de l'exécution des prestations (planning et suivi de la commande notamment aux étapes clés de livraison, montage et service après-vente)
- Sous critère 3 (20 pts)	Délai de livraison proposé par le candidat dans son offre
2. Prix (40 %)	

#### ■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre leur meilleure proposition dans leur offre initiale.

L'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

L'acheteur se réserve, aussi, la possibilité d'engager des négociations.

Si le pouvoir adjudicateur décide de négocier, participeront à la négociation les 3 meilleures offres initiales au regard du classement final (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes).

Les candidats concernés en seront avisés par courriel (via la plateforme PLACE).

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres.

Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur exclusivement.

A l'achèvement des négociations, les offres feront l'objet d'un classement final.

## **4. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande **au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis** leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La réponse est adressée **au plus tard 6 jours** avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

## ■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Paris  
7 rue de Jouy  
75181 Paris Cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr  
Télécopie : 01 44 59 46 46  
Site internet : paris.tribunal-administratif.fr

## **Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)  
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)